ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 JUIN 1988 1ère Circonscription

François d'AUBERT

DEPUTÉ SORTANT

Henri HOUDOUIN

SUPPLEANT

CANDIDATS D'UNION DE LA MAJORITE UDF-RPR



François d'AUBERT

44 ans, célibataire
Député depuis 1978
Vice-président du Conseil Général
Président de la Commission Régionale de
la Formation professionnelle et de l'apprentissage
Représentant du Parlement à Antenne 2
Magistrat (en disponibilité) à la Cour des Comptes



Henri HOUDOUIN

51 ans - Marié, père de 3 enfants Agriculteur Maire de Bonchamp Vice-président du District de Laval Président du Syndicat des 5 Rivières et du Syndicat du Bassin de la Jouanne

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 8 Mai dernier François Mitterrand a été réélu Président de la République. Le 14 Mai il a choisi de dissoudre, sans la consulter, l'Assemblée Nationale, contrairement à ce qu'il avait promis.

Mais ne revenons ni sur la dissolution, ni sur cet étrange gouvernement Rocard dont les postes-clés sont occupés par les personnalités les plus sectaires du Parti Socialiste : parlons plutôt de la Mayenne.

Depuis 1978, avec Henri HOUDOUIN à mes côtés, **je me bats pour la Mayenne** : j'aime notre département ; mes racines sont ici ; **j'y habite** ; j'y travaille pour vous.

Je suis quatre jours par semaine sur le terrain à Laval et dans les communes rurales. Mes permanences de Laval, Evron, Villaines, Pré-en-Pail sont ouvertes à tous. En dix ans, par exemple, 15.000 dossiers individuels ont été traités par nos soins. Tous n'ont pas abouti, mais le maximum a toujours été fait pour vous aider à régler vos problèmes d'emploi, de logement, de retraite ou de quotas laitiers...

Second volet de mon **bilan** : une participation très active et reconnue de tous, non seulement au travail législatif à l'Assemblée Nationale, mais aussi à plusieurs grands débats nationaux vous concernant : l'école libre ou les nationalisations quand j'étais dans l'opposition ; la privatisation du Crédit Agricole, la télévision ou le budget des PTT depuis 1986.

Car être député ce n'est pas, pour moi, « occuper » un fauteuil confortable et attendre tranquillement que le temps passe.

C'est être disponible et au service de tous les habitants de toutes les communes de la circonscription, de Laval à la plus petite.

C'est défendre constamment la Mayenne à l'extérieur.

C'est faire respecter mes convictions et apporter ma contribution aux grands débats nationaux. J'espère poursuivre cette action mayennaise et nationale, fort de votre confiance.

Aujourd'hui, à la veille de ce 1er tour des élections législatives, je souhaite simplement vous dire ceci :

1. TOUTE MON ACTION DE DÉPUTÉ SERA DICTÉE PAR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS AUX PROBLEMES CONCRETS DONT VOUS M'AVEZ PARLÉ :

Créer des **emplois** dans les entreprises ; donner un meilleur **niveau d'étude** et des **bourses** suffisantes à vos enfants ; lutter contre l'échec scolaire ; proposer, plutôt que des TUC, davantage de places dans de vrais stages de **formation professionnelle** débouchant sur un métier ; **permettre aux agriculteurs de gagner leur vie grâce aux prix de leurs produits** et non par des mesures d'assistance ; **remplacer les quotas laitiers** par un système moins injuste ; **réduire les charges** du commerce et de l'artisanat ; donner enfin une **retraite** décente aux agriculteurs, aux commerçants et aux artisans ; stopper la désindustrialisation de Laval et tout faire pour **retenir nos jeunes en Mayenne** ; instaurer un **revenu minimum** pour lutter contre la nouvelle pauvreté.

Tels sont les objectifs que je partage avec vous.

Je crois que ces problèmes n'appellent pas des solutions « de gauche » ou des solutions de « droite » : je sais seulement qu'il faut les prendre à bras le corps et rechercher des solutions rassemblant toutes les bonnes volontés de la future Assemblée Nationale.

Je serai un député sans parti-pris ni à priori. Je souhaite un dialogue constructif entre l'Assemblée Nationale, le Gouvernement et le Président de la République, pour résoudre ces problèmes dans l'intérêt des mayennais.

2. J'AI DES CONVICTIONS ET J'ENTENDS LES DEFENDRE : Je l'ai souvent prouvé à l'Assemblée.

Sans doute les grands combats idéologiques sont-ils derrière nous, mais restons quand même vigilants :

- Je serai intraitable sur la **liberté de l'enseignement,** qu'il y a, hélas de multiples façons d'attaquer insidieusement, tout en prétendant la respecter.
- Je crois à **l'économie d'entreprise**, seule capable de créer des **emplois** durables, de développer l'investissement, de préparer la France au grand marché européen de 1992, dont nous avons tort de ne pas assez nous méfier.
- Je sais qu'il faudra harceler le Gouvernement pour qu'il ne sacrifie pas à l'Europe les intérêts des agriculteurs français, comme c'est le cas aujourd'hui avec le lait ou le porc.
- Je crois que le « social » doit passer avant le libéralisme économique même si c'est la liberté économique qui crée la richesse. Sans l'Etat, les pauvres et les faibles seraient sans défense. Pour maintenir la cohésion sociale, il faut à la fois que les plus entreprenants ne soient pas bridés et que les plus démunis puissent sortir de leurs difficultés avec dignité.
- Je suis convaıncu de l'importance primordiale des **valeurs morales** que l'on trouve dans la **famille** : je défendrai avec vigueur tout ce qui ira dans le sens d'un renforcement de la cellule familiale.
- Je veillerai au maintien des mesures efficaces prises par le précédent Gouvernement pour lutter contre l'insécurité.
- Je suis favorable à une politique stricte de l'immigration.

FINALEMENT LE CHOIX EST SIMPLE :

- Ou bien vous souhaitez le retour à l'Assemblée Nationale d'une écrasante majorité socialiste, ce qui conduirait inéluctablement au renouvellement des erreurs de 1981 et au système socialiste d'avant 1986.
- ou bien, vous voulez, comme je le crois, voir la France sortir des grands affrontements partisans pour qu'enfin les responsables politiques puissent se consacrer sérieusement à résoudre les problèmes les plus criants du pays.

Pour cela, un **nouvel équilibre des pouvoirs est nécessaire.** Il faut donc éviter de donner au Parti Socialiste le **monopole** simultané de la Présidence de la République, du Gouvernement et de l'Assemblée Nationale.

Le 5 Juin il faut faire gagner la France et donner aux mayennais les moyens d'être bien défendus et entendus à l'Assemblée Nationale.

Vous pouvez compter sur ma fidélité, mon dévouement et ma détermination.

Ranius q'Ampert